

# APPEL POUR UN COMITÉ NATIONAL DE RÉSISTANCE ET DE RECONQUÊTE

## pour la défense des conquêtes de 1936 et 1945

**L**e nouveau gouvernement, représentant 15 % des inscrits, s'apprête à prendre par voie d'ordonnances une série de mesures qui toutes remettent en cause les conquêtes de la classe ouvrière ainsi que toutes les relations établies dans ce pays depuis 1945.

Il veut en particulier s'en prendre une nouvelle fois au Code du travail en allant jusqu'au bout de la logique de la loi El Khomri que le gouvernement de M. Valls avait imposé à coups de 49.3.

L'inversion de la hiérarchie des normes a certes pour objectif d'abaisser le coût du travail en imposant la négociation au niveau de l'entreprise, c'est-à-dire là où souvent le rapport de force est le plus favorable au patron. Elle vise aussi à modifier fondamentalement le rôle et la place du syndicalisme confédéré en imposant une forme de « syndicalisme maison » contraire à la démocratie et avançant vers un système corporatiste de triste mémoire.

Par les grèves et les manifestations, la classe ouvrière s'est opposée massivement à ces contre-réformes.

À l'occasion des dernières élections, des millions d'électeurs (notamment les ouvriers, les employés et les jeunes) se sont saisis de l'abstention et de la candidature de Jean-Luc Mélenchon pour, sur le terrain électoral, exprimer leur refus de toute remise en cause des acquis et leur volonté de poursuivre le combat.

Bien évidemment, les millions de salariés, de jeunes, qui au printemps 2016 ont fait grève et ont manifesté, comme ceux qui au printemps 2017 se sont exprimés par leur vote ou par l'abstention massive, ne sont pas d'accord entre eux sur tout. Ils ont néanmoins un point commun. Ils veulent combattre pour la préservation des conquêtes sociales et démocratiques, notamment celles de 1936 et de 1945.

Pour s'opposer aux projets du gouvernement qui, comme les précédents, appliquant servilement les directives européennes, s'apprêtent à porter de nouveaux coups, il est nécessaire que ces millions de travailleurs et de jeunes puissent se regrouper afin d'organiser la résistance.

C'est dans cet objectif que nous proposons la constitution d'un « **Comité national de résistance et de reconquête** ».

Il ne s'agit pas de constituer une nouvelle organisation syndicale ou politique ou de s'opposer à quelque initiative que ce soit. La démocratie suppose que chacun, travailleur, militant ouvrier, syndicaliste, élu, démocrate, en fonction de ses convictions, milite activement dans le syndicat ou dans l'organisation politique de son choix.

Il s'agit sur une question qui nous unifie, la défense des conquêtes sociales et démocratiques, de réunir ceux qui le souhaitent, afin d'aider à l'organisation du combat.

**Paris, le 24 juin 2017,  
La tribune de la conférence du 25 mars**

Afin de constituer ce comité, nous proposons de nous réunir courant octobre (dates à préciser).